

Evolution et impact de l'investissement direct étranger en Bulgarie

Ce n'est qu'en 1997 que la stabilisation politique et économique de la Bulgarie a joué un rôle favorable dans le développement des investissements étrangers. Cependant, malgré l'accroissement des flux d'investissement (pour l'année 2000, ils représentent déjà 8 % du PIB), la Bulgarie reste toujours moins attractive que l'Europe centrale. Toutefois, les perspectives du rôle des IDE au sein de l'économie bulgare sont positives à long terme, surtout à la lumière de l'entrée du pays en UE, prévue pour le 1er janvier 2007.

par Vassil Kirov
*Institut de sociologie, Académie
 des sciences en Bulgarie*

À partir des changements politiques de 1989 les investissements directs étrangers (IDE) deviennent un facteur important de développement économique et de modernisation des pays ayant appartenu au Comecon. Toutefois, leur importance est plus moins grande suivant les pays. Un examen des flux des IDE montre que 80 % des investissements sont concentrés en Europe centrale et plus spécialement au sein de trois pays : la Pologne,

la République tchèque et la Hongrie. Or, il est évident que l'impact des IDE sur les économies et sur la transformation des entreprises est probablement moins significatif dans les pays d'Europe du Sud-Est, comme la Bulgarie ou la Roumanie, d'abord à cause de leur volume (en chiffre absolu et en rapport avec les PIB du pays), ensuite du fait des périodes d'investissements (investissement massif en Europe centrale

dès le début des années 90) mais aussi à cause des secteurs concernés (plus technologiques en Europe centrale, à l'exemple de l'automobile et de l'électronique, moins technologiques en Europe du Sud-Est, à l'exemple du textile).

La question de la transformation de l'économie et de l'entreprise en Bulgarie se pose dans le contexte d'une relative pénurie des acteurs externes (les investisseurs étrangers) susceptibles d'être la force motrice des changements.

L'objectif de cet article est de rendre compte de l'ampleur des IDE en Bulgarie pour ensuite contribuer au débat lié au transfert des pratiques de management et à la transformation d'entreprise.

Après avoir retracé le contexte général des réformes économiques et sociales en Bulgarie depuis 1989, on examinera le développement des investissements directs étrangers (IDE) dans ce pays, pour discuter des pratiques de management qui en découlent et présenter quelques constats sur l'impact des IDE.

Les deux grandes périodes de réformes

L'examen des réformes en Bulgarie post-socialiste permet de distinguer deux grandes périodes, celle des réformes

« avortées », entre 1989 et 1996, et celle d'une période de stabilisation et de croissance à partir de 1997.

La lecture de ces réformes permet de mieux situer et comprendre les tendances de l'investissement étranger pour discuter ensuite son impact sur l'économie et l'entreprise.

Seulement 3 % des IDE destinés aux PECO ont été investis en Bulgarie

Les sept premières années (1989-1996) de la transition en Bulgarie ont été perçues comme un

échec par la plupart des observateurs internes ou externes (1). Les changements d'orientations entre « la thérapie du choc » et la transition « graduelle », le retard des réformes au sein du secteur réel, le manque de discipline financière et le processus de décapitalisation (2) des entreprises ont été parmi les facteurs principaux qui ont conduit le pays à la crise sévère de l'hiver 1996-1997. Cette crise s'est traduite par l'effondrement du système financier (17 banques ont fait faillite), par une hyper-inflation et un appauvrissement radical de la population (en mars 1997, le salaire moyen mensuel était moins de 20 dollars) et a causé une nouvelle baisse drastique du PIB de 17 %. En 1991, la Bulgarie avait choisi la voie d'une réforme économique rapide et radicale. La stabilisation macro-économique et la réforme structurelle étaient les éléments principaux de

(1) Giordano, C., Kostova, D. & Lohman-Minka II (ed.) Bulgaria. Social and Cultural Landscapes, Fribourg : 2000.

(2) Le processus de décapitalisation des entreprises d'Etat (et parfois paradoxalement des entreprises privées) se traduit par une « privatisation des gains » et une « socialisation des pertes » - par exemple une société privée (souvent liée au management de l'entreprise d'Etat) fournit des matières premières très chères à l'entrée et rachète la production à des prix bas à la sortie. C'est un phénomène qui a été observé partout en Europe de l'Est, mais qui a pris une importance particulière en Bulgarie.

(3) Les experts de la Banque Mondiale distinguent deux « générations » de réformes, (Cf. World Bank, Bulgaria : Country Economic Memorandum, 2000, Washington D.C.).

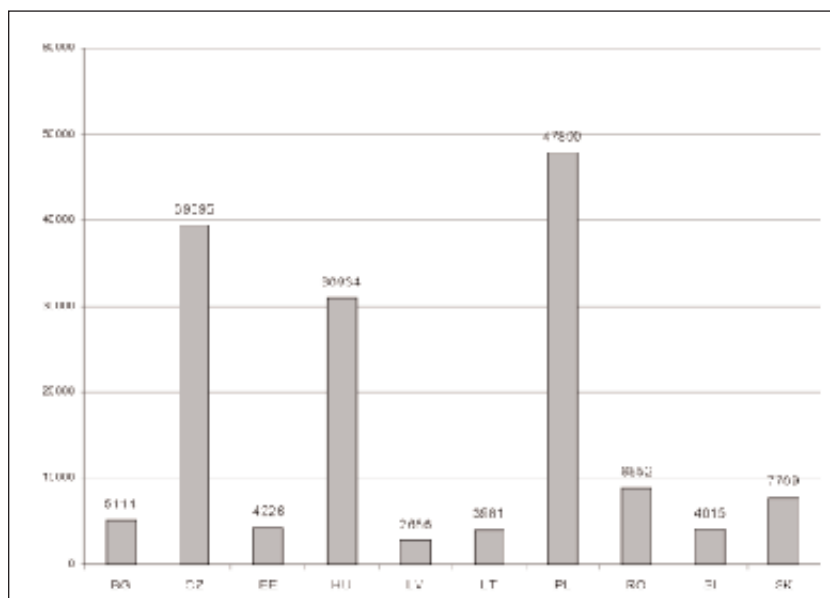


Fig. 1.- IDE cumulés dans les pays candidats – à la fin de 2002 (en millions de USD)
Source: CANSTAT, NSI, Sofia, 2/2003.

la réforme économique qualifiée maintenant de « première génération » (3), avec une politique monétaire et des revenus visant à limiter la tendance inflationniste. Pour endiguer la détérioration de l'économie, le gouvernement a adopté en février 1991 un vaste programme de stabilisation et de réforme dont les principaux éléments ont été : la réforme des prix ; la politique des revenus ; la réforme des finances publiques ; la stabilisation de la monnaie ; la libéralisation du régime de change, l'autonomisation du commerce extérieur et la démonopolisation des combinats. Tout ceci devait être suivi par une rapide privatisation, conçue à l'époque comme remède magique, avec une participation intensive des investisseurs dits « stratégiques ». Toutefois, au cours des années 1990-1997 les gouvernements bulgares successifs n'ont pas affiché de stratégie claire en matière de développement économique : les réformes enclenchées ont semblé parfois chaotiques, faites sur le tas et pour répondre aux pressions du moment (des syndicats, du Trésor, etc.) et non à long terme.

Il faut également rappeler que cette période reste marquée par une instabilité politique importante : plusieurs gouvernements avec différentes orientations politiques se sont succédé, ce qui explique l'incohérence des politiques économiques du pays. Au cours des années 1994-1996, les autorités ont eu

recours à la politique des subventions étatiques pour sauver les géants de l'industrie, déjà largement endettés. Finalement, au cours de cette période, très peu d'entreprises sont privatisées. Les entreprises, appartenant encore largement à l'Etat, essayent de développer des stratégies de survie. Très peu d'IDE entrent dans le pays.

La stabilisation macro-économique (1997-2004), obtenue à partir de mars 1997 (4), a joué un rôle favorable dans le développement économique ultérieur de la Bulgarie. Les conséquences majeures de l'adoption d'un directoire monétaire (*Currency Board*), en juillet 1997, ont été l'abandon des subventions

étatiques et l'établissement d'un taux d'échange fixe (rattachement du lev bulgare au DM et ensuite à l'euro). En 1998, l'économie bulgare s'est caractérisée, pour la première fois depuis le début des réformes, par une inflation basse, un déficit budgétaire insignifiant et par une accélération de la privatisation et de la restructuration de la propriété. La stabilisation politique (5) et économique à partir de 1997 a permis la poursuite de la croissance tout au long de la période 1997-2004, l'achèvement de la privatisation et un essor de l'investissement. La Bulgarie a également poursuivi sa réintégration à l'économie mondiale (6). Cette nouvelle donne a pu attirer l'entrée d'investissements étrangers, comme on le verra ensuite.

Le renforcement de la discipline financière et l'orientation vers une transformation rapide de l'économie ont provoqué logiquement des effets négatifs sur le marché du travail et sur les politiques d'emploi à court terme. Malgré le développement économique positif, il faut noter que la pauvreté continue à

(4) A la suite de mouvements massifs de protestation contre la politique des néocommunistes le gouvernement démissionne et en février 1997 le Président de la République nomme un cabinet intérimaire qui réalise les premières mesures de stabilisation.

(5) Stabilisation politique (gouvernement Kostov 1997 – 2001 ; gouvernement Sax-Koburg-Gotha 2001 – à présent).

(6) Depuis 1993, d'un accord d'Association avec l'Union Européenne (entre en vigueur début 1995). En 1986 elle devient membre de l'OMC. Depuis le 1^{er} janvier 1999, la Bulgarie devient membre du CEFTA (Central Europe Free Trade Market), un marché de 100 millions de consommateurs. L'UE lui a reconnu le statut d'économie de marché en 2003. Il est prévu que le pays entre dans l'UE le 1^{er} janvier 2007.

TABLEAU I
IDE en Bulgarie (1992 – 2003)

Année	Volume (Million de USD)		
	Privatisation	Green-field	Total
1992	-	34,4	34,4
1993	22,0	80,4	102,4
1994	134,2	76,7	210,9
1995	26,0	136,6	162,6
1996	76,4	180,0	256,4
1997	421,4	214,8	636,2
1998	155,8	464,2	620,0
1999	226,7	592,1	818,8
2000	366,0	635,5	1 001,5
2001	19,2	793,7	812,9
2002	142,2	731,5	873,7
2003 (jan. - oct.)	363,9	908,7	1 272,6
Total	1 953,8	4 848,6	6 802,4

Source: BFIA, 2004 (www.bfia.org)

toucher de larges couches de la population, le chômage reste important malgré la chute enregistrée en 2003–2004 (de 18 % à moins de 13 %).

L'évolution des IDE en Bulgarie

Les IDE ont été présents au sein de l'économie bulgare dès la fin du XIX^e siècle et ont été un vecteur important du développement économique (7). Au cours de l'époque socialiste, plusieurs projets de coopération entre les pays du Comecon amènent à la création des sociétés mixtes. A partir des années 1980, la Bulgarie a vu également s'établir quelques sociétés mixtes avec des partenaires occidentaux (8). En dépit de ces quelques faits, on peut conclure à l'existence d'une coupure entre l'économie bulgare, alors largement orientée par son commerce vers l'URSS et le reste de Comecon, et les économies des pays développés.

Les IDE sont beaucoup moins importants en Bulgarie qu'en Europe centrale (seulement 3 % des IDE destinés aux Peco ont été investis en Bulgarie) (voir la figure 1).

Si on examine les IDE par tête, les données pour l'année 2002 (voir la figure 2 ci-contre) sont de 60 dollars en Bulgarie, soit 20 fois moins que ce qui a été investi en République tchèque et 13 fois moins que les flux orientés vers l'Estonie. Entre 1992 et 1996, les IDE en Bulgarie restent modestes (voir le tableau I). En

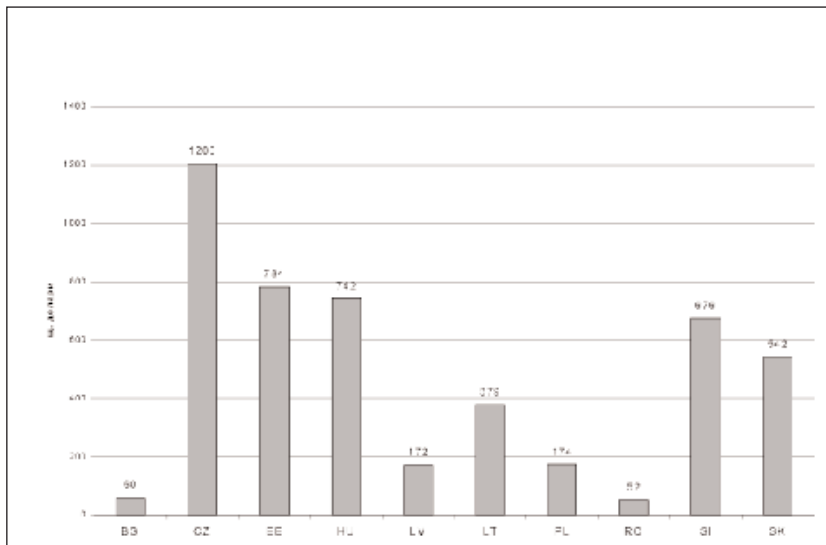


Fig. 2.- IDE par tête d'habitant en 2002 (en \$).
Source: CANSTAT, NSI, Sofia, 2/2003.

1997, pour la première fois, ils dépassent les 500 millions de dollars. Au cours de cette période la partie dominante des IDE (56 %) est orientée vers l'industrie, surtout par le biais de la privatisation des entreprises d'Etat au cours des années 1990, qui ont connu peu de cas d'investissements nouveaux.

Les flux les plus importants d'IDE ont été enregistrés à partir de 1999. Les IDE ont considérablement augmenté à partir de 1997 (pour l'année 2000, ils représentent déjà 8 % du PIB). Le résultat pour 2000 a dépassé ceux des années précédentes et, pour la première fois, les IDE ont atteint plus d'un milliard de dollars. La structure des investissements directs étrangers reflète néanmoins une appréciation de la stabilisation macro-économique dont bénéficie le pays puisque, à partir de 1998, la majorité des investissements engagés s'appliquent à des projets nouveaux (« investissements verts »). Selon la Banque nationale de Bulgarie (BNB), les apports en capital-risque, les ré-investissements des bénéficiaires et les investissements dans des sociétés mixtes sont, à présent, supérieurs en valeur cumulée au montant total des opérations provenant de privatisations (pendant longtemps les investissements « brown-field » dominaient).

La majorité des IDE proviennent des pays membres de l'Union européenne, et représentant 68,9 % du total des stocks (voir le tableau II).

Il faut noter que, dans le contexte bulgare ou roumain, où la masse totale d'IDE

n'est pas si importante en comparaison avec celle des pays d'Europe centrale (9), un investissement important peut changer le classement des investisseurs par pays. Tel était par exemple le cas de la vente de la plus grande banque en Bulgarie, Bulbank, à la banque italienne Unicredito pour 360 millions d'euros en 2000 – ainsi l'Italie est devenue le troisième investisseur en Bulgarie. Un cas similaire est celui de la Hongrie, avec le rachat de la banque DSK.

Parmi les principaux investisseurs en Bulgarie on peut noter :

- dans le secteur financier, Unicredito (Italie), Banque nationale de Grèce, Banque d'Autriche, OTP (Hongrie) ;
- dans l'industrie, American Standard (Etats-Unis) – faïence sanitaire, Solvay (Belgique) - chimie, Umicore (Belgique) – métallurgie non-ferreuse, Lukoil (Russie) – pétrochimie, Viohalco (Grèce) – métallurgie ferreuse, Nestle - agroalimentaire ;
- dans les services : Cosmote (Grèce) – télécommunications, Metro Cash and Carry (Allemagne) - grandes surfaces ;
- dans la construction : Lindner (Allemagne), Strabag (Autriche).

TABLEAU II
Les IDE par pays d'origine

Pays	Total par pays (en millions de USD)
1 Grèce	1 000,1
2 Allemagne	676,6
3 Italie	607,1
4 Belgique	512,2
5 Autriche	507,6
6 Pays Bas	397,2
7 Hongrie	393,0
8 Suisse	359,3
9 Etats-Unis	345,5
10 Chypre	316,6
11 Grande Bretagne	277,8
12 Russie	208,9
13 France	137,5
....
Total	6 802,4

7) Avramov, R., Stopanskiat 20 vek na Balgaria. in Balgaria. XX vek., Sofia, Izdatelstvo Troud, 2000, pp. 235 – 294 (L'économie bulgare au XX siècle).

(8) Maroudas, L. & Rizopoulos, Y., La Bulgarie dans les stratégies d'internationalisation des firmes occidentales. in Revue d'études comparatives Est-Ouest, 1995, 1 (mars), pp. 115-138.

(9) Boudier-Bensebaa, F. & Rizopoulos, Y., Tendances et caractéristiques des investissements directs étrangers dans les pays balkaniques, in Revue d'études comparatives Est-Ouest, N°4, 1999.

On peut dire que, vers les années 2001–2002, l'industrie bulgare a été presque complètement privatisée. En 2003 a été privatisée la Caisse d'épargne (DSK), ce qui a mis fin à la privatisation de la sphère financière, désormais contrôlée majoritairement par des banques étrangères (Unicredito, OTP, HBV, SG, ING, etc.).

La Compagnie nationale des télécommunications (BTK) vient d'être privatisée par un fonds d'investissement américain au printemps 2004. Pour l'année 2004, il est prévu une privatisation des sociétés de distribution d'électricité (en juillet 2004, le gouvernement a annoncé les gagnants des trois sociétés de distribution : l'entreprise allemande EON, l'entreprise chèque CEZ et l'entreprise autrichienne EVN, qui vont les acquérir pour près de 700 millions d'euros au total), du monopole du tabac (Bulgartabac) et d'une partie des hôpitaux. Il est fort probable que cette dernière vague de privatisations va attirer des IDE très importants.

En même temps, plusieurs projets importants d'investissement nouveaux ont été annoncés, comme la construction d'une usine à Targoviste par la société turque Sisecam (pour 160 millions d'euros), la construction d'infrastructures (autoroutes, pont sur le Danube) et le développement du secteur hôtelier sur la côte de la mer Noire.

Une dernière remarque sur le développement des IDE en Bulgarie concerne quelques projets importants qui ont échoué, comme celui de Rover, qui a lancé une production d'automobiles en 1994 pour fermer son usine plus tard (de tels cas doivent être étudiés sérieusement pour tirer des conclusions sur les conditions d'échec).

Régulation des IDE

Est-ce que la régulation existante a contribué au développement des IDE ? Un examen des dispositifs mis en place par la législation pour réguler l'investissement étranger indique qu'il existe moins d'avantages en comparaison avec l'Europe centrale (10).

Actuellement, la loi du 24 octobre 1997 dispose que les investissements étrangers sont, sauf exception, soumis aux mêmes lois que les investissements bulgares ; il existe donc un principe d'égalité entre les investisseurs.

Malgré un long débat, il y a peu d'avantages fiscaux pour les IDE (seulement dans des cas d'investissement dans certaines zones à chômage élevé). Le gouvernement UDF (1997–2001) a probablement évité de mettre en place des mesures fiscales pour pouvoir traiter équitablement les acteurs économiques et réduire les opportunités de détournement des règles et de corruption. Le gouvernement du Mouvement national Siméon II (depuis juillet 2001) a voulu promouvoir un projet de loi sur des zones industrielles avec un régime favorable aux IDE, mais finalement ce dernier a été abandonné.

Toutefois, un soutien institutionnel particulier pour les projets qui dépassent 10 millions de USD a été mis en place. L'Agence pour les investissements étrangers (AIE, qui désormais s'appelle l'Agence bulgare pour l'investissement), créée en 1995 et qui a pour mission de « promouvoir, contrôler et coordonner la politique économique liée à l'investissement étranger » doit coordonner ce soutien.

Notons que les dispositifs mis en place ont assuré une relative égalité entre investissements étranger et local mais qu'ils n'ont pas permis au pays de se voir attribuer de larges projets d'investisseurs qui hésitaient entre plusieurs pays.

Une toute nouvelle loi sur la promotion des investissements, entrée en vigueur le 6 août 2004, prévoit que les investissements vont être divisés en trois classes : première classe (au-dessus de 100 millions de leva), deuxième classe (de 50 à 100 millions de leva) et troisième classe (de 10 à 50 millions de leva). L'Etat s'engage à mettre gratuitement à disposition l'infrastructure nécessaire pour tout investissement qui dépasse les 100 millions de leva (une dizaine de projets comme celui de la zone industrielle Rakovski, à côté de Plovdiv, ont récemment déjà été annoncés dans les médias bulgares). Le certificat relatif au classement d'un investissement donné

doit être attribué après approbation par l'Agence bulgare d'investissements. Les investisseurs de première et de deuxième classes auront droit à un service administratif individualisé et gratuit (11).

L'impact des IDE sur le développement économique et la transformation de l'entreprise

Le thème de l'impact des IDE sur le développement économique et la transformation de l'entreprise est certainement trop large pour être traité dans tous ces aspects. Soulignons simplement quelques éléments importants.

D'abord, sous l'angle de l'impact sur le développement économique, on observe que les IDE sont inégalement répartis sur le territoire. Une forte concentration est présente dans la capitale, Sofia, dans les autres grandes villes comme Varna, Plovdiv, Bourgas et dans quelques zones comme Sevlievo.

Ensuite, force est de constater qu'en Bulgarie les IDE concernent surtout les industries classiques (métallurgie, industrie chimique, textile) qui influencent moins le tissu industriel local que des industries comme l'automobile ou l'électronique (voir l'exemple de l'Europe centrale).

L'investissement direct étranger a certainement une contribution importante dans le cadre de l'investissement au sein de l'économie, en apportant des instruments et des savoir-faire pour la modernisation des entreprises. Mais en même temps, il faut bien voir que, très souvent, les entreprises locales acquises ont été transformées en simples unités de production, dépendantes des programmes établis dans les quartiers généraux, en Europe occidentale ou aux Etats-Unis, ainsi que d'une activité de R&D extérieure, ce qui, probablement, va limiter les capacités nationales d'innovation.

Une dernière remarque sur l'impact des IDE concerne l'investissement « volatile », dans des secteurs à faible

(10) Bafoïl, F., Après le Communisme, Armand Colin, Paris, 2002.

(11) Pour plus de détails sur les 3 classes d'investissement voir le site www.bfia.org de l'ABI.

coût de travail : ce type d'investissement peut facilement se déplacer ailleurs si le niveau de vie du pays s'élève.

Même s'il n'y a pas d'études exhaustives, on peut conclure, sur la base d'un certain nombre d'études de cas, à la grande diversité des pratiques de management au sein des IDE en Bulgarie. On peut toutefois énumérer quelques traits communs :

- le souci de la rationalisation organisationnelle et de la standardisation domine au sein des IDE ;
- le fait que les investisseurs européens comptent beaucoup plus sur des managers/experts expatriés pour « piloter » le changement ;
- en général, les IDE offrent des conditions de travail et de rémunération ainsi que des opportunités de carrière plus attractives que les entreprises locales ;
- dans le contexte bulgare, on observe un « capitalisme sauvage » dans nombre de PME, avec un mode de management autoritaire, qui viole les droits du travail et, dans un sens plus large, les droits de l'Homme (il s'agit des PME d'origines turque, grecque, italienne, etc., dans des secteurs à faible valeur ajoutée, comme le textile).

Ces quelques caractéristiques suggèrent l'importance du phénomène de transferts, phénomène déjà étudié par plusieurs auteurs (12). Les principales justifications de cette importance sont l'apport de capitaux et, donc, de technologies ; l'apport de savoir et de savoir-faire en matière de gestion, de finances, de marketing, etc. Plusieurs auteurs ont constaté que les entreprises occidentales jouent un rôle important dans la restructuration et la réorientation des anciennes entreprises socialistes. Ce processus de transfert organisationnel et managérial participe à un redéploiement des modèles de gestion et provoque une reconfiguration des rapports sociaux existant avant le rachat de l'entreprise (13). Des études sociologiques nous enseignent que la dynamique « d'acculturation » provoquée par les transferts touche de façon différente les catégories

sociales. A partir de quelques études de cas, nous observons notamment un processus de différenciation culturelle selon les positions occupées dans l'entreprise. Les populations managériales, surtout les

Les IDE concernent surtout les industries classiques qui influencent moins le tissu industriel local que l'industrie automobile ou l'électronique

jeunes, sont très ouvertes à la culture importée, alors que les populations ouvrières sont inscrites, plus massivement, dans une logique de repli identitaire reposant sur une reproduction de modèles culturels anciens.

Malgré l'existence d'une dynamique de rationalisation (parfois avec le support des méthodes de gestion de type « autoritaire »), il faut dire que, dans le cas bulgare, on peut constater l'existence d'un compromis de type fordien. L'examen des relations professionnelles (14) au sein des IDE montre que :

- les syndicats sont présents au sein des multinationales, avec une densité moyenne de 60 % (27 % en moyen pour l'économie) ;
- les conventions collectives au sein des multinationales sont exemplaires ;
- en même temps, une partie des IDE est opposée au dialogue social sectoriel, plaidant pour la décentralisation des négociations au niveau de l'entreprise/l'unité de production ;
- parmi les IDE en Bulgarie, on peut citer un nombre d'exemples d'actions que l'entreprise fait au-delà des exigences de la loi : gestion responsable de restructurations, aide au développement local, actions écologiques.

Un vecteur-clé pour l'intégration à l'UE

L'examen des IDE en Bulgarie montre que les flux d'investissement augmentent, parallèlement à la stabilisation de l'économie. Si, au cours des années 1990, les principaux investissements étrangers étaient orientés vers des entreprises existantes (à privatiser), les deux ou trois dernières années, cette tendance semble s'être renversée. Venant surtout des pays membres de l'UE, les IDE en Bulgarie sont un vec-

teur-clé pour l'intégration du pays à l'Union européenne. Malgré l'accroissement des flux d'IDE, la Bulgarie reste toujours moins attractive pour les investisseurs que l'Europe centrale et seulement quelques régions bénéficient d'une concentration d'IDE plus importante et susceptible d'engendrer une dynamique positive sur le tissu industriel local.

Via les IDE dans les entreprises bulgares, sont transférées des pratiques de management diversifiées, mais qui ont en commun l'introduction d'une rationalisation, et qui ont comme conséquence une différenciation du personnel. Une partie des IDE « importe » non seulement des conditions de travail décentes, mais aussi un exemple de responsabilité sociale.

Les perspectives pour le rôle des IDE au sein de l'économie bulgare sont positives à long terme, surtout à la lumière de l'entrée du pays en UE, prévue pour le 1^{er} janvier 2007. Toutefois, si on admet que les possibilités d'attirer des IDE par le biais de la privatisation touchent à leur fin, il serait souhaitable de mettre en œuvre une politique publique ciblée pour attirer les investissements « verts ».

(12) Meyer, K., *Enterprise Restructuring and Investment (Foreign and Domestic) : Frontiers of Transition From Plan to Markets on the Eve of the 21st Century*, in V. Simonis, sous la dir., *Enterprise Restructuring and Foreign Investment in the Transforming East*, The Haworth Press Incorporated, 1998.

(13) Sur les transferts aux sein des entreprises bulgares voir Kirov, V. Les transferts directs et indirects en entreprise : le cas de la Bulgarie, in Boucher, J., Fotev, G. et Koleva, S. (sous la dir.), *Mutations de société en quête de sens*, Editions « Lik », Sofia, 2001, pp. 188 – 194.

(14) Une étude récente (menée par l'Institut de recherches sociales et syndicales de la Confédération des syndicats indépendants en Bulgarie) au sein de 25 filiales importantes de multinationales en Bulgarie.

BIBLIOGRAPHIE

- Avramov, R., *Stopanskiat 20 vek na Balcaria. in Balcaria. XX vek.*, Sofia, Izdatelstvo Troud, 2000, pp. 235 – 294 (L'économie bulgare au XX siècle)(en bulgare).
- Bafoil, F., *Après le Communisme*, Armand Colin, Paris, 2002.
- Boudier-Bensebaa, F. & Rizopoulos, Y., *Tendances et caractéristiques des investissements directs étrangers dans les pays balkaniques*, in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, N°4, 1999.
- Giordano, C., Kostova, D. & Lohman-Minka II (ed.) *Bulgaria. Social and Cultural Landscapes.*, Fribourg : 2000.

Kirov, V. Les transferts directs et indirects en entreprise : le cas de la Bulgarie, in Boucher, J, Fotev, G. et Koleva, S. (sous la dir.), Mutations de société en quête de sens, Editions « Lik », Sofia, 2001, pp. 188 – 194.

Maroudas, L. & Rizopoulos, Y., La Bulgarie dans les stratégies d'internationalisation des firmes occidentales. in Revue d'études comparatives Est-Ouest, 1995, 1 (mars), pp. 115-138.

Meyer, K. , Enterprise Restructuring and Investment (Foreign and Domestic) : Frontiers of Transition From Plan to Markets on the Eve of the 21st Century, in V. Simonis, sous la dir., Enterprise Restructuring and Foreign Investment in the Transforming East, The Haworth Press Incorporated, 1998.

World Bank, Bulgaria : Country Economic Memorandum, 2000, Washington D.C.